

Antonia Pallach
Université de Toulouse

1975 : LES TERCERES VIES A EUROPA. SIX VOIX CATALANES TRACENT LA VOIE D'UN DEVENIR EUROPÉEN

RESUME

« Le Pacte Catalan » : c'est le nom trouvé par la presse, en avril 1975, pour synthétiser la série de conférences données par six politiciens catalans représentant toutes les tendances d'opposition résolue à Franco. Publiques, donc soumises à la censure préalable et au contrôle strict des autorités, elles n'en constituent pas moins un programme en vue d'un avenir politique et social débattu et partagé pour la Catalogne, premier souffle d'air unitaire qui allait se déployer sur tout le pays.

Mots clé : Catalogne ; avenir commun ; Franco ; « Pacte Català » ; liberté ; amnistie ; élections ; « autogovern ».

ABSTRACT

« Catalan Pact » : this is the name used by the press to summarize the series of conferences given in April 1975 by six Catalan politicians representing all the ideological trends of the resolved opposition to Franco. Although these conferences were public, and therefore subjected to censorship and strict control from the authorities, they constitute a program for a pondered and shared political and social future for Catalonia, the first glimpse of unity that would deploy across the country.

Key words : Catalonia ; commun futur ; Franco ; « Catalan Pact » ; freedom ; amnesty ; elections ; « self-government ».

Franco et ses troupes ont vaincu la République espagnole, trop divisée pour résister davantage et isolée, ses alliés potentiels ayant eux-mêmes fait face à une guerre dévastatrice mais finalement victorieuse face à la coalition des puissances de l'Axe. Barcelone a subi un « régime d'occupation » qui ne s'est relâché que lorsque ses voisins européens ont fini par reconnaître de facto le général Franco comme chef de l'État espagnol. Mais l'opposition s'est déjà organisée. D'abord depuis l'exil : les forces catalanes du temps de la Résistance aux nazis se structurent en différents mouvements ou partis. À Mexico, les élus de la Generalitat républicaine procèdent, en 1954, à l'élection d'un nouveau Président puisque Josep Irla, après avoir succédé à Lluís Companys livré à Franco par la Gestapo et fusillé, a démissionné. C'est Josep Tarradellas qui va être élu et qui va, contre vents et marées, assurer un quart de siècle plus tard le retour à Barcelone de l'Institution multiséculaire, garante de la personnalité politique catalane et de sa continuité républicaine. À compter de son élection et jusqu'à son retour en 1978, il va reprendre la diffusion régulière du *Butlletí d'Informació de la Generalitat*, délivrant son analyse très personnelle de l'opposition à la dictature (Benet, 1992 :52). Puis, rapidement, c'est dans le pays-même que l'opposition va aussi s'organiser : une alternative au gouvernement de Franco va être proposée par les opposants de l'intérieur, emmenés par des personnalités telles que les *falangistes* et monarchistes Dionisio Ridruejo, José Maria Gil Robles, Joaquín Satústregui ou encore le socialiste Enrique Tierno Galván, afin d'établir un contact avec l'opposition de l'exil. Il en résultera une plateforme d'action commune qui réclame :

- le retour préalable de la démocratie
- un régime de monarchie constitutionnelle ou de république après consultation référendaire
- le rétablissement immédiat des Statuts d'Autonomie basque et catalan

Cette rencontre qui a eu lieu à Paris en 1957 va être désignée comme « Pacte de Paris » (Benet, 1992 : 56-65). Ce sera le prélude à une opposition de plus en plus organisée qui va se manifester sans trêve.

Par ailleurs, en Europe (faisant suite au traité de 1950 pour une Communauté Européenne du Charbon

et de l'Acier CECA), une autre idée émerge : la création d'une communauté politique susceptible de parvenir aux États-Unis d'Europe. Maurice Faure, qui préside le Mouvement Européen pour la Paix, invite ceux qui militent pour elle à participer au Congrès de Munich de 1962. Cent dix-huit délégués vont y prendre part pour l'Espagne (dont 80 venus de l'intérieur) afin de mettre un terme aux vieilles haines et oppositions qui avaient conduit à la Guerre Civile de 1936 et proposer d'autres solutions pour l'Espagne. La réaction du pouvoir franquiste sera, sans surprise, la condamnation de tous les participants : les uns condamnés à demeurer en exil, les autres assignés à résidence, tous « accueillis » par le journal franquiste *La Vanguardia* par un gros titre désormais fameux : « Munich ha sido el resultado de un meditado plan del Antecristo ! » (06/06/1962). Mais l'opposition est en marche et sans retour.

En 1960, une série d'événements va infléchir la vie culturelle monotone des Barcelonais : depuis le monastère de Montserrat, un mouvement, « C. C. » (Crist Catalunya) emmené par son leader J. Pujol, dénonce la nomination de Luis Galinsoga comme directeur de *la Vanguardia* et cette même année le même groupe va entonner, repris par l'ensemble du public, le *Cant de la Senyera* interdit depuis 1939, lors d'un concert au Palau de la Música et en présence de ministres et dignitaires du Régime. À la suite de ces *Fets de Palau*, leur leader J. Pujol sera arrêté puis jugé et condamné à 7 ans de prison (dont trois effectifs).

Quelques années après, en décembre 1970, la parodie du Procès de Burgos condamnant à mort six membres de l'ETA donne lieu à des réactions en chaîne partout en Catalogne et dans le monde ; elles aboutiront à la création de *l'Assemblea de Catalunya* en 1971 : le 12 décembre, reclus au Monastère de Montserrat, 250 intellectuels signent une pétition réclamant une amnistie générale ; le 14, un manifeste est publié par toute l'opposition au régime, intérieur et extérieur confondus. Alertées, l'opinion publique nationale et internationale se font plus prégnantes : le 30 décembre Franco commue les peines de mort par la prison à vie. En février suivant (1971), un document est rendu public, signé par des opposants de la société civile se classant plutôt à gauche : *cap a l'Assemblea de Catalunya* qui sera suivi en avril d'un premier *document de treball*. De multiples réunions clandestines vont suivre, mobilisant les classes moyennes ; le moteur en était l'émanation du parti qui maîtrisait un entraînement rodé par la lutte permanente souterraine : les militants communistes du PSUC (Partit Socialista Unificat de Catalunya) auxquels s'ajoutaient les *no alineats*, intellectuels de gauche et extrême gauche. Mais ils finiront encerclés par la police lors d'une réunion le 28 octobre 1973 en l'église Santa Maria Mitjancera et leur Commission Permanente sera dissoute ; ils seront condamnés à payer une amende de 35000 pesetas par personne (Xirinacs, 1993 : 131-135). Cette *Assemblea de Catalunya* avait constitué la première organisation d'opposition émanant de la société civile, en Espagne, exclusivement catalane exigeant le rétablissement de la démocratie. Mais, dominée en sous-main par le PSUC puis relayée par CCOO (Comissions Obreres) qui en étaient l'émanation syndicale, *l'Assemblea*, en proie à des divergences, va finir par se diviser sur des revendications politiques non unitaires. Celles-ci devaient être reprises par les partis politiques qui se structuraient dans une opposition de moins en moins clandestine.

LES TERCERES VIES

Cette opposition ne va tarder à prendre le relais de *l'Assemblea*. A partir de 1974 on assiste à une véritable réorganisation structurelle des différents partis et mouvements politiques ; pour la Catalogne, citons notamment : R.S.D.C. (Reagrupament Socialista i Democràtic de Catalunya) ; C.S.C. (Convergència Socialista de Catalunya) ; C.D.C. (Convergència Democràtica de Catalunya) ; U.D.C. (Unió Democràtica de Catalunya) ; E.R.C. (Esquerra Republicana de Catalunya), etc... Par ailleurs, pour le pays dans son ensemble, le PCE (Partido Comunista Español), rejoint par son homologue catalan le PSUC impulse la création de la *Junta Democràtica*. Le PSUC, de ce fait, va perdre de son influence sur *l'Assemblea* qui a fait du retour de l'Autonomie la première de ses revendications, par-dessus des considérations plus politiques. En réponse à la *Junta*, le PSOE, les partis chrétiens-démocrates et sociaux-démocrates vont impulser la création de la *Plataforma de Convergència Democràtica*, qui insiste davantage sur des revendications de type fédéral. *L'Assemblea* s'y associera mais la réponse politique aux problèmes n'étant pas sa priorité elle s'auto-dissoudra le 6 novembre 1977. Le contrepoint va se fédérer politiquement dans un autre organisme : le *Consell de Forces Polítiques de Catalunya* (C.F.P.C.) intégré par 11 partis.

Le cycle des Conferències

Il existait un précédent à cette structuration du politique parallèlement à l'opposition citoyenne : la création, en 1969, de la C.C.F.P.C. (Comissió Coordinadora de Forces Polítiques de Catalunya) qui a réellement constitué le premier organisme, clairement politique cette fois et unitaire d'opposition (Arroyo, 1997 : 37-39). Ses points programmatiques vont être en grande partie repris lors du cycle des *Terceres Vies* pour le retour des libertés démocratiques, à savoir : amnistie générale ; droit d'association syndicale ; droit de grève ; rétablissement du Statut d'Autonomie de 1932 ; droit à l'auto-détermination pour les peuples d'Espagne ; tenue d'élections constituant au suffrage universel direct. Nous verrons tous ces points repris dans la déclaration finale après la clôture du cycle des conférences.

Car le 8 avril 1975, l'*Institut Catòlic d'Estudis Socials* organise la première d'un cycle de 6 conférences, afin de répondre à la demande générale d'information citoyenne sur les courants de la pensée politique en Catalogne. Quelques mois plus tôt un cycle du même style s'était déjà tenu, pensait-on, le *Congrés de Cultura Catalana*. Sans incident ni trouble à l'ordre public si cher au Régime, on y avait suivi les normes imposées par le *Gobernador Civil* de Barcelone, Ricardo Martín Villa, franquiste *aperturista*. Les mêmes conditions sont donc imposées et acceptées par toutes les parties : seules sont admises les personnes occupant des places assises et munies d'un visa et les questions du public doivent être soumises par écrit et préalablement censurées. Mais, déjouant le conditionnement voulu par le pouvoir en place, elles vont connaître une conclusion qui échappera à ce qui était attendu.

C'est Antoni Canyelles qui va ouvrir le cycle. Il est un des principaux leaders de U.D.C. (Unió Democràtica de Catalunya). Avec le titre de sa conférence : *Comunitat, Democràcia i Autogestió* le ton est donné. Le public, médusé, va assister à une réfutation systématique du régime dictatorial en place depuis 35 ans, qui réclame : une définition de la Catalogne comme communauté non négociable ; la démocratie comme préalable évident ; l'inspiration chrétienne comme ressenti humaniste et individuel et non comme doctrine politique imposée ; l'incompatibilité avec une organisation économique et sociale confisquée par une minorité pour son seul profit ; la recherche de la réintégration au sein de la communauté Européenne comme seule véritable garantie pour la Catalogne de la reconnaissance de son identité nationale propre.

Après avoir analysé le modèle social préconisé, il énumère un programme qui préconise une structure fédérale et ce qui en découle au plan politique, ainsi qu'un modèle économique dont l'objectif est le contrôle de la fiscalité en vue d'un réel partage des bénéfices des entreprises et un État redistributeur de richesse en vue d'une société plus juste. Au plan sociétal, la primauté va à une politique de développement culturel de proximité. En conclusion, la stratégie globale à mettre en place pour y parvenir se fera à travers une Europe forte et unie et, en Catalogne, un grand rassemblement de centre-gauche, dont la catalanité est la condition première, ainsi que par une réorganisation économique redistributrice à la charge de l'entreprise, tant publique que privée mais aussi coopérative. Le but : faire de la politique la « chose de tous » (au sens latin de RES PUBLICA) en combinant une dose d'utopie avec le pragmatisme, car « sans imagination la politique n'est que bureaucratie » (Canyelles, 1975 : 39). Le public présent exultait. Dès la semaine suivante, non seulement toutes les places assises furent prises d'assaut mais il fallut refuser du monde qui dut se contenter d'écouter depuis l'extérieur du bâtiment, toutes fenêtres ouvertes.

Ce sera le tour de Jordi Solé Barberà, l'un des deux leaders du PSUC. Avocat, il a été l'un des défenseurs des membres de l'ETA condamnés, dont la mort a été commuée en perpétuité, ce qui donne une idée de son prestige d'alors. Sa conférence va porter sur la problématique européenne et la nouvelle voie que le communisme doit trouver pour y avoir toute sa place. Pour ce faire, il s'appuie sur le modèle du PCI de E. Berlinguer en Italie dont l'« aggiornamento » a conduit à participer à une plateforme de gouvernement commune avec la Démocratie Chrétienne et les Socialistes, afin d'ancrer définitivement le pays dans une Europe démocratique. Sa conférence s'intitule clairement *El Compromís Històric*. Premier point fort énoncé : l'Espagne est une part de l'Europe ; il lui faut donc trouver sa place au moyen d'une *Troisième Voie* qui intégrera une nouvelle vision du socialisme. Mais après cette longue mise au point, il reconnaît que la problématique espagnole est sensiblement différente : il convient d'abord de liquider « l'esprit de la guerre civile... qui permettra d'accéder à un compromis historique entre les Catalans et le reste de l'État espagnol... et surmonter enfin la division entre gagnants et perdants » (Solé Barberà, 1975 : 57). Paroles lourdes de

sens et d'avenir pour la politique de l'Espagne et du monde. La seconde idée force est l'insistance d'une nécessaire unité sans exclusion, pour la conquête de la liberté et de la démocratie ; elle est l'affaire de tout le peuple. L'exemple d'*unitarisme* donné par la Catalogne devra ensuite être repris par chacun des autres peuples d'Espagne. La mission de la Catalogne est donc de refaire la preuve de son expérience historique dans l'affirmation de ses droits à exister en tant que telle puis de la mettre au service du reste du pays.

Au regard de la teneur des deux premières conférences, il est devenu pour tous évident que chaque responsable politique invité est venu non seulement proposer sa vision de la société catalane ainsi que le programme de son parti en vue d'un avenir démocratique que l'on sent tout proche, mais aussi affirmer une volonté commune d'action concertée et unitaire en vue de la récupération des Institutions catalanes qui devront aller de pair avec celle de la démocratie.

Pour la troisième conférence un problème va devenir crucial : les auditeurs s'agglutinent sur des chaises installées dans le jardin et le patio et vont suivre à l'aide d'un haut-parleur qui va aussi permettre l'audition à ceux qui sont demeurés dans la rue. Elle sera la plus longue en durée : Josep Pallach, le leader du R.S.D.C. (Reagrupament Socialista i Democràtic de Catalunya) qui enseigne la pédagogie à l'université U.A.B. (Universitat Autònoma de Barcelona) a l'habitude d'expliquer longuement. Il va présenter, sous le titre *El Socialisme Democràtic a Europa* un bilan des social-démocraties européennes et les propositions de son parti pour s'y intégrer. Pas de « troisième » voie, selon lui mais une seule, l'unique, celle de la démocratie au sein de laquelle plusieurs voies peuvent se décliner.

Partant du principe que, a contrario du slogan exotique inventé par l'omniprésent ministre de *información y turismo*, Manuel Fraga qui préconise *Spain is different*, cette même Espagne –en particulier la Catalogne, mais aussi le Pays basque et la Castille– est porteuse depuis le XIIIe siècle d'institutions et de pratiques prédémocratiques à l'égal de l'Angleterre avec sa Carta Magna¹. Prenant l'exemple des avancées obtenues en Europe depuis la mise en place de pratiques social-démocrates il avance sa certitude que la Catalogne réunit tous les courants de pensée propres à générer également un parti social-démocrate représentatif des milieux associatifs, syndicaux et intellectuels de la société catalane. Mais pour l'Espagne il dessine une voie : celle d'une fédération (ou confédération) compte-tenu du contexte actuel et du passé historique du pays. La forme exacte sera à affiner de manière concertée, l'essentiel demeurant le respect du principe indiscutable de « catalanitat ». Après un long exposé sur les libertés fondamentales – « elles ne sont pas formelles car ce sont elles qui transforment la société : elles sont donc d'essence révolutionnaire, comme l'est la vérité selon Rosa Luxemburg » (Pallach, 1975 : 87) –, il en vient à l'analyse des différences entre les deux modèles d'Etat : marxiste ou libéral. Entre les deux, il y a bien cette « troisième voie », celle de la décentralisation des lieux de pouvoir vers les intermédiaires que sont les communes, les coopératives, les syndicats, les lieux d'enseignement et de culture, de production, tous étant des espaces d'expression de la liberté.

Sa conclusion ouvre sur la voie européenne, seule acceptable pour tous : l'Europe c'est la recherche permanente de la liberté, l'égalité, et la fraternité. Selon lui la liberté sans fraternité engendre l'égoïsme.

Liberté et socialisme sont synonymes d'égalité et de fraternité. La conférence s'achève à la nuit tombée, et sous les réverbères municipaux pour ceux qui s'étaient concentrés dehors. Un souffle d'air frais et nouveau fait frissonner Barcelone. Joan Reventós, l'autre leader socialiste, est en charge de la quatrième conférence.

Le public est toujours aussi nombreux pour venir tenter de comprendre ce qui sépare ces deux projets portés par deux socialistes. Sa conférence, dont le titre est *Socialisme i Socialisme Democràtic* affiche nettement son sujet : établir une hiérarchie entre le socialisme et la social-démocratie. Pour l'auteur, leader du projet porté par son parti C.S.C. (Convergència Socialista de Catalunya), la social-démocratie pêche par ses deux abandons fondamentaux que sont la collectivisation des moyens de production et la lutte des classes. De plus elle accepte, selon lui, l'alignement sur la politique américaine, tout en revendiquant la pluralité syndicale (Reventós 1975 : 115). Il conclut cette analyse introductive en stigmatisant la social-démocratie comme « processus de dégradation du socialisme » (Reventós, 1975, 116).

Suit une série de propositions aptes à venir à bout des maux dont souffre la société espagnole et dont les caractéristiques sont reconnues : chômage endémique ; déficit du commerce extérieur ; inflation chronique et investissements aux mains de capitaux étrangers. Et pour la Catalogne en particulier : affaiblissement du rôle de

¹ La référence est celles aux Usatges, Taula de Canvi et aux Fueros pour les royaumes d'Espagne

la bourgeoisie traditionnelle par abandon des centres de décision au profit du centre de l'Espagne, entraînant une importante modification de la structure sociale. La classe ouvrière est passée en dix ans de 49% à 53% au détriment de la paysannerie et de l'artisanat, ce qui favorise les déséquilibres locaux par l'incrémentation d'une industrialisation mal contrôlée autour des grandes agglomérations. Le but à poursuivre doit être la transformation d'une société capitaliste en une autre, fondée sur la collectivisation des moyens de production (Reventós, 1975 : 126).

Le préalable pour y parvenir demeure toutefois la récupération de la démocratie ; alors qu'un pacte de gouvernement avec les sociaux-démocrates et les libéraux progressistes s'avérerait inenvisageable, un pacte ponctuel de compromis historique en vue d'une alternative à l'État franquiste demeure possible. Il exigera le retour des libertés, l'amnistie, un gouvernement autonome ainsi qu'un processus constituant par suffrage universel, accompagné de quelques idées fortes et acceptables par tous (Reventós, 1975 : 137).

C'est l'économiste Ramón Trias Fargas qui prend le relais la semaine suivante. Le titre de sa conférence en annonce le contenu *Llibertat, intervenció laboral i justícia social a la Catalunya de demà*. Prenant appui sur une citation de B. Croce, « l'histoire de l'humanité c'est l'histoire de la liberté » (Trias, 1975 : 140), il va établir liberté et démocratie comme ses deux objectifs prioritaires. Également partisan de l'option italienne à la Berlinguer, un « compromis historique » adapté à l'Espagne, il reprend la question de Lénine « la démocratie, pour quoi faire ? » en y répondant : « pour être libres » (Trias, 1975 : 144)². Il va ensuite centrer son propos autour de deux problématiques : faut-il à la démocratie un État planificateur ou un État libéral ? Sa préférence va aux démocraties pluralistes gérées par l'économie de marché mais dont la justice sociale sera garantie, dans le respect des libertés individuelles, par le secteur public, grâce à une répartition équitable de la fiscalité : le socialisme d'État ne produit qu'autoritarisme et corruption pense-t-il, s'appuyant sur l'exemple de la Babylone des Pharaons et de la Chine pré et post Mao (Trias, 1975 : 144). Puis il va examiner les modalités d'application de cette liberté économique et sociale en Catalogne : il y défend très clairement l'idée d'un État fédéral -le centralisme ayant signifié la mort du pays tant matériellement que spirituellement-, seul à même d'appliquer réellement le principe de subsidiarité. Si la liberté d'entreprendre a bien la priorité dans son projet, elle est contrebalancée par une présence paritaire des actionnaires et salariés obligés d'agir de concert. Son programme clair et précis au plan économique conclut sur la nécessaire fiscalité juste comme garantie d'une démocratie pleine et durable. L'avenir s'annonce difficile pour le pays mais il parviendra à donner à chacun une vie décente à tous.

La dernière conférence avait échoué, par le tirage au sort, au dirigeant de Banca Catalana, Jordi Pujol, leader de C.D. (Convergència Democràtica). Son intervention sera volontairement plus courte puisqu'il a été prévu qu'une table ronde aurait lieu à la fin du cycle, en présence de tous les orateurs. Les questions là encore auront été soumises à la censure préalable. Le public, conscient que la présence conjointe des six leaders pourrait être un moment d'exercice démocratique « à l'européenne », était plus nombreux que jamais et s'entassait sur chaises et tabourets de jardin. La conférence de J. Pujol débutera, ce 12 juin 1975, sur la même tonalité que les cinq autres, avec un titre non ambigu : *La Resposta Democràtica*. Là encore, se pliant à l'exercice imposé, il y est longuement question de l'Europe et de la liberté des sociétés qui l'intègrent et qui permet une redistribution des richesses, de la culture et de l'exercice politique de la démocratie. L'exemple : cette Communauté Européenne qui a vu le jour afin de dépasser les « intolérances nationales » constitutives de quelques pays comme l'Italie ou le Royaume Uni - dans lesquelles l'Espagne pourrait se reconnaître (Pujol, 1975 : 179). Car pour éviter de tomber dans le gigantisme et la bureaucratie qui menace cette construction européenne, il convient que les centres de décision reviennent à un niveau de proximité réelle avec la population : celui des petites nations ou régions (Pujol, 1975 : 182). Après avoir vanté les avantages de l'idée de nation chère aux chrétiens -démocrates et aux sociaux-démocrates, il reconnaît aussi la nécessité d'un « pacte » pour asseoir la démocratie en Espagne, et se réfère clairement au « compromis historique » italien et au « programme commun » français. Le retour de la démocratie demeurant la condition indissoluble de la reconnaissance de la personnalité historique propre de la Catalogne.

La table ronde se tient ensuite : les leaders sont présents et les questions fusent, selon l'ordre établi. Mais à la toute fin, une question « innocente » va donner lieu à une réponse non plus individuelle mais commune : une déclaration, lue par Antoni Canyelles et soigneusement préparée par tous, soulignant les points de convergence des six leaders qui n'avaient pourtant pas masqué leurs divergences auparavant, et qui faisaient fi des conséquences, lourdes amendes qu'ils vont recevoir mais qu'ils vont refuser d'acquiescer. Dès

le lendemain, la presse, celle que le pouvait tout au moins, fait ses gros titres de ce qui est désormais appelé « el pacto catalán » : *Tele-Express, Correo Catalán, Presència*. (Mais *Destino* et *Cambio16* seront saisies...). Apparaissent en toutes lettres les principales revendications qui vont rythmer le retour de la démocratie en Catalogne :

- amnistie pour tous les prisonniers politiques
- reconnaissance des droits civiques : liberté d'association, réunion, expression et grève
- élections au suffrage universel pour une Assemblée Constituante
- « organ d'auto-govern específic » pour la Catalogne.

EN CONCLUSION

1975, année clef pour la Catalogne et pour la démocratie espagnole.

Dès avant le 20 novembre 1975, Franco est déjà bien enterré dans l'esprit des catalans. À la suite du succès obtenu par la diffusion de ce qu'on a nommé « l'esprit de les Terceres Vies », et face à la nécessité de se constituer en groupements démocratiques pouvant assimiler les exigences de la société civile en vue d'une offre politique plurielle, le 23 décembre 1975 est constitué le C.F.P.C. (Consell de Forces Polítiques de Catalunya) qui regroupe l'éventail politique de la démocratie catalane allant, malgré l'opposition première de la *Junta Democràtica*, depuis le PSUC jusqu'à la *Democràcia Cristiana*. La présentation de cet organisme pluriel mais unitaire se fera officiellement face à la presse à Madrid le 9 janvier 1976 (*La Vanguardia* 09/01/1976) au plan national, puis à Paris le 13 janvier 76 pour l'international (*Le Monde* 15/01/76). Organisme pluriel par la représentation des horizons et programmes politiques bien distincts, et unitaire par la revendication claire et fédérante de l'incontournable rétablissement de la *Generalitat de Catalunya* avec son Président alors en exil. Cette transition qui affichait sa volonté de « ruptura pactada », la Catalogne est la seule qui la mènera à bien. Elle en fera une démonstration de maturité politique par cette exigence unanime de retour de la Generalitat, qui sera finalement le lien retissé avec une II République tant honnie par ceux qui avaient établi leur pouvoir sur ses cendres. L'organe politique porteur, le CFPC, va se substituer à l'*Assemblea de Catalunya* dont la vocation n'était pas celle d'incarner un parti ou une somme de partis. Elle avait constitué, en son temps et en Espagne, le premier organisme unitaire, catalan de surcroît, révélateur de revendications démocratiques dont chacune des composantes du CFPC reprenait le fondement même : l'existence d'une politique authentiquement catalane sur l'expérience de laquelle la démocratie espagnole renaissante allait pouvoir s'ancrer.

² A la même question de Lénine, J. Pallach répondra quelques mois plus tard dans son livre *La Democràcia per fer què ? : per arribar al socialisme*.

BIBLIOGRAPHIE

- Arroyo, F / Bassets, L / Culla, J.B. / Riquer, Borja de (1997), *Memòria de Catalunya*, Barcelona, Santillana, Editorial Taurus.
- Baltà P / Ferrer J *et al.* ... (2002), *Recordat Josep Pallach*, El Prat, Rúbrica editorial, Barcelona, la Magrana, Ed. 62.
- Benet, Josep (1992), *El President Tarradellas en els seus textos*, Barcelona, Ed. Empúries.
Cañelles, A / Solé Barberà, J / Pallach, J / Reventós, J / Trias Fargas, R ; Pujol, J (1975), *Les Terceres Vies a Europa*, Barcelona, Editorial Nova Terra.
- Carabén, Armán (1994), *Catalunya, és més que un club?*, Barcelona, Edicions 62.
- Club Arnau Vilanova (1982), *Cataluña, esa desconocida para España*, Barcelona, Edicions 62
- Marti, I. / Codina, F / Carod Rovira, J.L / Pitarch, V (2002), *El nacionalisme català a la fi del segle XX*, Barcelona, La Magrana.
- Pallach, Josep (1976), *La democràcia, per fer què?*, Barcelona, (2 ed 2015), Edicions els Llums.
- Pujol, Jordi (2007), *Memòries 1930-1980*, T.1 Barcelona, Proa.
- Juliá S. / Pradera J. / Prieto J. (1996), *Memoria de la Transición*, Santillana, Editorial Taurus.
- Sauret, Joan (1979), *L'exili polític català*, Barcelona, Editorial Aymà.
- Tarradellas, Josep (1989), *Ja sóc aquí* Barcelona, Editorial Planeta.
- Trias Fargas, Ramón (1972), *Introducció a l'economia de Catalunya*, Barcelona, Edicions 62
- Xirinacs, Lluís M. (1993), *La traïció dels líders*, Girona, l'Eix Editorial.
- Ysàs i Solanes P *et al* (1997), *La Transició a Catalunya i Espanya*, Barcelona, Fundació Dr L.V. d'Abadal.